

Françoise Descamps-Crosnier (FIPHFP): “Les employeurs publics n’ont pas pleinement conscience des enjeux liés à l’accessibilité numérique”

Marie Malaterre

Au-delà de la Semaine européenne pour l’emploi des personnes handicapées qui approche à grands pas, quels sont les chantiers sur lesquels travaille en priorité le FIPHFP actuellement ?

Nous poursuivons l’ensemble de nos missions en matière d’insertion professionnelle et de maintien dans l’emploi, notamment à travers la mise en place de notre programme exceptionnel. Le numérique, qui est la thématique phare de cette Semaine européenne, nous occupe aussi tout particulièrement, et ce depuis 2016. Nous développons notamment plusieurs programmes afin de booster le parcours professionnel des personnes en situation de handicap dans la fonction publique en nous appuyant sur le numérique. Nous avons créé, en 2022, une commission sur l’accessibilité, mais les efforts des employeurs publics doivent encore s’intensifier.

Quels sont les freins qui les empêchent de véritablement progresser sur ces sujets ?

D’une manière générale, les employeurs publics ont conscience des besoins des agents handicapés en matière d’accessibilité numérique, mais les actions ne sont pas encore généralisées. Aujourd’hui, il reste encore de nombreux applicatifs qui ne sont pas accessibles à tous. Nous avons mené des auditions pendant lesquelles nous avons par exemple récolté le témoignage d’un agent occupant un poste à responsabilités, souffrant de déficience visuelle et qui était dans l’incapacité d’utiliser un applicatif car, s’il pouvait entrer son identifiant et son mot de passe, l’intervention d’un collègue était nécessaire pour qu’il puisse véritablement utiliser l’outil. C’est un véritable frein à l’autonomie et aussi à l’évolution professionnelle.

Nous allons pouvoir nous appuyer sur les experts de la Dinum pour créer, améliorer et faire évoluer les communs numériques et les applicatifs métiers.

Comment faites-vous, au sein du FIPHFP, pour sensibiliser les employeurs publics à ces problématiques ?

Depuis l’année dernière, dans chaque convention que nous passons, nous nous sommes employés à faire figurer un volet sur l’accessibilité numérique, de même que dans les renouvellements de convention. Cela nous permet également d’effectuer des diagnostics. Nous avons aussi signé une convention avec le Centre d’expertise nationale des technologies de l’information et de la communication pour l’autonomie (CENTICH), un opérateur avec lequel nous réalisons des expérimentations autour d’études d’accessibilité des logiciels en réponse à un besoin d’accompagnement sur des postes de travail par exemple. Sur cette base de diagnostic des logiciels utilisés directement chez les employeurs, des propositions d’évolution des outils vont être formulées.

Une importante convention a également été signée avec la direction interministérielle du numérique (Dinum)...

Absolument. Cette convention, qui va mobiliser un budget de 20 millions d’euros, va nous permettre de véritablement accélérer en matière d’accompagnement des employeurs publics sur l’accessibilité numérique. Nous allons pouvoir nous appuyer sur les experts de la Dinum pour créer, améliorer et faire évoluer les communs numériques et les applicatifs métiers afin de garantir une meilleure utilisabilité par les agents concernés. Nous travaillons aussi avec les employeurs du versant territorial pour les inciter à s’engager et faire en sorte que, par le biais d’un accompagnement financier, ils fassent évoluer leurs outils numériques pour les rendre concrètement accessibles à tous.

Propos recueillis par Marie Malaterre